

Mis en ligne le 16/01/2024

**Mairie du Kremlin-Bicêtre**  
**REGISTRE DES ARRÊTÉS DU MAIRE**

**ARRÊTÉ N°2023-506**  
**AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE – PERMIS DE STATIONNEMENT**  
**O'BRAZZA**  
**Avenue Eugène Thomas**

Le Maire de la commune du Kremlin-Bicêtre,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 2121-29 ;

Vu l'article L2122-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, notamment son article L.2125-1;

Vu le code de la Voirie Routière ;

Vu l'arrêté Préfectoral n° 2020-00060 portant abrogation de l'arrêté n°2016/3254 du 14 octobre 2016 et portant réglementation des heures d'ouverture et de fermeture des débits de boissons dans le Val de Marne ;

Vu la délibération du Conseil Municipal n°2016-126 du 15 décembre 2016 portant approbation du règlement municipal des terrasses et des étalages ;

Vu la délibération du Conseil Municipal N° 2023-123 du 14 décembre 2023 ; portant fixation des taxes et tarifs pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 2022-139 du 15 avril 2022 portant réglementation de l'horaire de fermeture des terrasses ouvertes des débits de boissons ;

Vu l'arrêté N° 2022 -263 du 27 juin 2022 portant délégation de fonction à Monsieur Sidi CHIAKH, 3<sup>ème</sup> Maire-Adjoint ;

Considérant la demande formulée par **société O'BRAZZA**, enregistrée au RCS sous le registre : **809 491 186** représentée par **CHEN Jimmy**, sollicitant l'autorisation d'installer une terrasse au droit de son établissement à l'enseigne **O'BRAZZA** situé au **28, Avenue Eugène Thomas** 94270 Le Kremlin-Bicêtre ;

Considérant l'opportunité d'installer des terrasses afin d'animer l'espace public ;

Considérant les tarifs votés lors du Conseil Municipal du 14 décembre 2023 ;

**ARRÊTÉ**

ARTICLE 1 : La délibération n°2023-085 du 19 octobre 2023 est abrogée.

ARTICLE 2 : L'autorisation d'installer une terrasse est accordée au commerce **O'BRAZZA** pour la période du : **1<sup>er</sup> février au 30 novembre 2024** pour une emprise du domaine public de : **47 m<sup>2</sup>**

**Du 1<sup>er</sup> décembre au 31 décembre 2024** et du **1<sup>er</sup> janvier au 31 janvier 2024** pour une emprise du domaine public de : **12 m<sup>2</sup>**, sous réserve des contraintes des contraintes du lieu, de la sécurité et de la tranquillité publique.

Accusé de réception en préfecture  
N° 2024-0130  
Date de télétransmission : 16/01/2024  
Date de réception préfecture : 16/01/2024

ARTICLE 3 : Le permissionnaire est soumis au paiement de droits de voirie fixés suivant la réglementation en vigueur et s'élevant à : **3378,05 €**

ARTICLE 4 : Le présent permis de stationnement peut être retiré sans aucune indemnité en cas d'inobservation d'une des prescriptions du règlement municipal des terrasses et des étalages.

ARTICLE 5 : il convient en particulier de ménager obligatoirement un passage minimal de 1,40 m largeur libre de tout obstacle.

ARTICLE 6 : La Ville s'autorise un contrôle des terrasses et procédera à des modifications du métrage de la redevance en cas de sous-évaluation de la surface déclarée.

ARTICLE 7 : La terrasse devra être maintenue en parfait état de propreté et ne pas endommager l'espace public de quelque façon que ce soit (mobilier, déchets...)

ARTICLE 8 : Le présent arrêté doit être affiché sur la devanture du commerce.

ARTICLE 9 : Le Directeur Général des Services de la Ville et le Commissaire de Police sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de veiller à la bonne exécution du présent arrêté.

ARTICLE 10: Un exemplaire du présent arrêté sera adressé :

- à Madame la Préfète du Val-de-Marne,
- à la Direction des Services Technique,
- au comptable de la Commune,
- à Monsieur le Commissaire de Police,
- et notifié à l'intéressé(e) pour exécution.

Fait au Kremlin-Bicêtre, le **08 JAN 2024**

Pour le Maire Jean-Luc Laurent et par  
délégation,

L'Adjoint au Maire chargé des sports, de  
l'espace public et de la propreté,



**Sidi CHIAKH**

**Délais et voies de recours** : le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)